

Eléments de correction ECC n° 1

Sur votre copie ce qui est souligné d'un trait droit est attendu et vous donne des points, ce qui est souligné par une vague est « mal dit » (**md**), confus ou maladroit. Ce qui est ~~barré est faux~~. **HS** : hors sujet.

Barème sur 22 - Notes de 6 à 20 - Moyenne 13,3 – 5 copies < 10

1) Quels sont les 4 indicateurs choisis par Nicholas Kaldor pour construire le « carré magique » ? (/2)

- le taux de croissance du PIB (TV) - le taux de chômage (part)
- le taux d'inflation (TV) - le solde des transactions courantes en % du PIB (part)

2) Quel est l'objectif des politiques de relance ? (/2)

Qu'elles soient monétaires ou budgétaires, les politiques de relance visent à stimuler l'activité économique pour accroître la croissance du PIB et réduire le chômage.

3) a) Que signifie 850 en 2008 ? (il est interdit d'utiliser l'expression « balance des transactions courantes » pour répondre) (/2)

En 2008, les pays du sud sont excédentaires de 850 milliards de \$ dans leur commerce extérieur (X-M) avec le reste du monde.

3) b) Nommez le lien entre la balance courante des pays du Sud et celle des Etats-Unis. (/2)

La balance courante des pays du sud et celle des Etats-Unis sont corrélées négativement.

4) Qu'est-ce qu'un « poste budgétaire » ? (/2)

Rubrique de dépenses du budget des ménages (par exemple habillement, loisirs etc)

5) Qui décide de la politique monétaire de la France ? (/2)

C'est la BCE (Banque centrale européenne) qui décide la politique monétaire de l'euro et donc de la France.

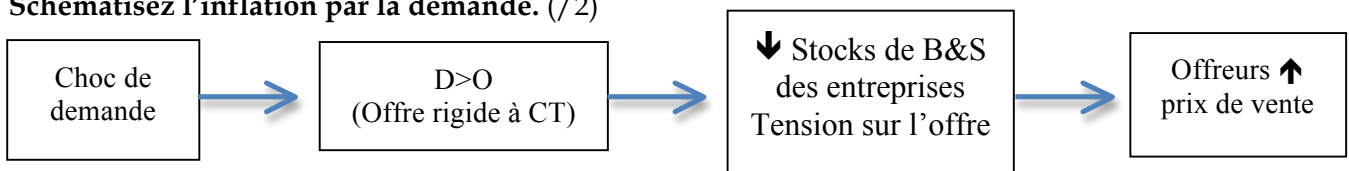
6) Qu'est-ce que la « contrainte extérieure » ? Comment l'éviter ? (/2)

La contrainte extérieure est un effet pervers de la politique budgétaire de relance. Le surcroît de dépenses des agents économiques (ménages/consommation, entreprises/investissement) peut s'orienter vers des biens et services importés, ce qui contribue à générer des « fuites budgétaires », c'est-à-dire à amoindrir les effets de relance sur l'activité économique française, en relançant également les économies des pays d'où la France importe des B&S. L'unique moyen de limiter la contrainte extérieure est de procéder, au sein d'une zone économique intégrée, voire au-delà, à une synchronisation des politiques budgétaires de relance, les fuites des uns compensant les fuites des autres.

7) Qu'est-ce que la « déflation » ? Pourquoi faut-il la combattre ? (/2)

La déflation est une baisse cumulative et durable du niveau général des prix. C'est un cercle vicieux dangereux qui est souvent associé à la dépression économique (années 1930). En effet, lorsque la tendance est à la baisse des prix du fait de la crise, les agents économiques forment des anticipations de poursuite de baisse des prix ce qui les incite à reporter ou geler certaines dépenses en attendant que les prix baissent davantage. Cet attentisme déprime encore plus la demande globale (consommation & investissement) donc la production et l'emploi. Les entreprises sont donc contraintes de baisser encore leurs prix pour écouler leurs B&S et le surplus de chômage accentue encore la déprime de la demande etc

8) Schématisez l'inflation par la demande. (/2)



9) Quel type de politique conjoncturelle consiste à : (entourez les bonnes réponses) (/2, -0,5 par erreur)

- | | | |
|---|-----------|--------------|
| a. Recruter davantage de policiers | ❖ Relance | ❖ Budgétaire |
| b. Instaurer une prime à la casse | ❖ Relance | ❖ Budgétaire |
| c. Réduire la TVA dans la restauration | ❖ Relance | ❖ Budgétaire |
| d. Défisicaliser les heures supplémentaires | ❖ Relance | ❖ Budgétaire |

10) Qu'est-ce que l'indexation des salaires aux prix ? À quoi sert-elle ? (/2)

L'indexation des salaires aux prix était une loi qui obligeait les employeurs à augmenter les salaires au même rythme qu'augmentaient les prix sur l'année écoulée. Cette loi visait à garantir le pouvoir d'achat des ménages en France jusqu'en 1983.